

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **127 (1982)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344447>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Plutôt bouché, l'horizon de ce début de printemps, et dans tous les azimuts. Certes, ce dernier trimestre a été riche en événements. Mais, à travers eux, les vieilles crises perdurent, et il s'en ouvre d'autres.

En Pologne, la «normalisation» suit le cours prévu, et elle est habilement conduite. En promettant que demain, on raserait gratis, le général Jaruzelski se prémunit contre l'énergie du désespoir et laisse aux créanciers occidentaux de son pays un prétexte à ne pas se servir résolument de leurs armes économiques; mais il comble surtout l'attente du suzerain soviétique, qui a désigné les objectifs: remettre à flot, et au pouvoir, le parti communiste; resserrer les amarres avec le bloc militaire et politique de l'Est. La sécurité d'un secteur de valeur capitale pour les communications et les mouvements opératifs de l'armée rouge est ainsi assurée. Au besoin, cette armée est en état d'y veiller elle-même et en Pologne même, comme elle est aussi en mesure de parer à toute éventualité en Allemagne de l'Est, où l'administration aurait passé sans bruit sous contrôle militaire — comme en Pologne — cependant que s'opérait le remplissage de cinq divisions-cadres.

La sinistre farce polonaise n'est évidemment pas jouée. Mais elle n'est pas à un stade tel qu'elle paraisse gêner

beaucoup le Kremlin dans la négociation engagée à propos des euromissiles. Face à un interlocuteur américain qui s'est résigné, sous la pression des Européens, à discuter sans attendre que l'URSS évacue l'Afghanistan et desserre la vis en Pologne, M. Brejnev a eu le loisir de «varianter» les formules qu'il oppose à «l'option zéro» du président Reagan, formules qui ont ceci de commun qu'elles préservent toutes la marge de supériorité acquise par la mise en batterie, contre l'Ouest européen, de quelque 300 missiles SS-20. Jusqu'ici, l'OTAN ne s'est pas laissé prendre à cette diversion multiforme, et elle n'a aucune raison de céder. Car si Moscou est aussi alarmé qu'il le dit par la perspective de l'apparition des *Pershing 2* et des missiles de croisière en Europe, et s'il est aussi soucieux de désarmement qu'il le prétend, il peut se rassurer demain: il lui suffirait de démanteler les SS-20 — et non seulement de les mettre derrière l'Oural où, mobiles, ils resteraient aussi menaçants — pour que l'OTAN renonce d'enthousiasme à accueillir les missiles intermédiaires américains.

*

* *

La partie de bras de fer en Europe reste la confrontation la plus lourde de

conséquences à l'échelle mondiale; ce n'est pas la seule, et d'autres pourraient connaître d'assez dramatiques développements. A commencer par celle qui se poursuit en Afghanistan. La résistance a connu récemment des revers imputables non à un affaiblissement numérique ou à une baisse du moral, mais bien à la pénurie de munitions et surtout d'armes anti-aériennes. Sans ravitaillement matériel, les Afghans pourront sans doute continuer durablement la guérilla sous sa forme la plus rustique, mais ils ne parviendront pas à reprendre aux Soviétiques les grandes villes, les voies de communication et les bases aériennes. Or c'est cela, et peut-être cela seulement, que l'agresseur tient à conserver, parce que, à partir de là, il se garde la possibilité d'agir, à son choix et à son moment, en Iran, au Pakistan, et en direction du golfe Persique et de l'océan Indien à travers le Béloutchistan. La stabilité de ce dernier ne tient qu'à un fil. Une insurrection bien agencée sur le côté iranien ou pakistanais, suffirait à donner aux Soviétiques l'occasion et la tentation d'y étendre la «protection» accordée à l'Afghanistan. Et à ce propos, il faut bien s'interroger sur la visite en Inde d'une massive mission militaire soviétique. Une superpuissance ne déplace pas le gratin de son haut état-major, y compris les commandants de la flotte et de l'aviation, à seule fin de négocier une vente d'armes. L'hypothèse la plus optimiste est que les Russes ont voulu démontrer

de façon spectaculaire la valeur qu'ils attachent à leur traité d'amitié avec La Nouvelle-Dehli. Mais au-delà de cette amitié, il y a l'utilité de la compréhension de M^{me} Gandhi pour l'envahisseur de l'Afghanistan, de son aptitude à paralyser le Pakistan, et le désagrément que causerait au Kremlin un rapprochement prématuré entre l'Inde et la Chine. On peut donc aussi imaginer, et c'est l'hypothèse pessimiste, que les généraux de Brejnev avaient pour mission de sonder les intentions de l'Inde pour le cas où l'URSS se déciderait à pousser vers la mer d'Oman.

Du côté de la Chine, il y a quelque chose à tenter, mais Moscou entend manifestement être le seul maître d'une manœuvre qui, pour réussir, doit prendre la forme d'un tête-à-tête, ou d'un face à face. La démonstration a été faite, et elle l'est encore en ce moment par le Vietnam, que Pékin n'est pas, ou pas encore, en état de se lancer dans une entreprise militaire que la seule menace d'une intervention soviétique suffirait à faire tourner court. La Chine est ainsi fixée, sinon encerclée; elle sait que le Japon, à moins d'être directement attaqué, se gardera bien de s'engager envers elle au-delà de la condamnation commune de tout «hégémonisme». Restent donc les Etats-Unis qui ont poussé le rapprochement assez loin pour que Moscou y soupçonne une conjuration aggressive. Mais voici que, depuis quelques mois, les Chinois du continent s'impatientent des relations que

Washington s'est réservé d'avoir avec «le peuple de l'île» — Formose — un peuple que la Chine communiste veut ramener dans son giron. Chantage ou revirement réel, Pékin a donc commencé à se «distancer des Etats-Unis», et Moscou a saisi l'occasion par son unique cheveu: il tend aux Chinois le calumet de la paix. De là à ce que les successeurs de Mao rentrent au bercail soviétique, il y a de la marge. Mais il est dans l'ordre des choses que l'URSS s'y efforce obstinément, en usant simultanément ou alternativement, comme en Europe, de la menace et de la séduction.

*
* *

Une autre crise s'exacerbe au Proche-Orient. L'imminence de l'évacuation totale du Sinaï par les Israéliens y est pour quelque chose, mais il n'y a pas que cela. Il y a aussi que tout le monde dans la région, sauf les Egyptiens, appréhende l'après-Sinaï. Israël a pris, à Camp David, un pari trop risqué pour pouvoir, dans la foulée, en risquer d'autres. Il a sacrifié un vaste glacis, le contrôle de son accès à la mer Rouge, d'importantes installations militaires et quelques prises économiques, parce que Begin pouvait faire confiance à Sadate. Il ne peut pas faire la même confiance à la Syrie ou à l'OLP, ses ennemis déclarés, ni même au roi de Jordanie qui subit la loi du clan arabe. De l'annexion du Golan à la reprise en main de la Judée-Samarie,

en passant par les interventions au Liban, tout s'explique par le besoin viscéral d'une sécurité qui, l'histoire de trois guerres l'a prouvé, ne peut être assurée dans les absurdes frontières initiales de l'Etat juif. La guerre à soubresauts entre l'Iran et l'Irak, les troubles qui, périodiquement, ensanglantent la Syrie et menacent son régime ne sont pas propices à une action commune des adversaires d'Israël. Il reste que l'armée syrienne est puissamment équipée, qu'elle est pour moitié présente au Liban, et que, depuis le début de l'année, Arafat et ses fedayines, autres occupants du Liban, ont reçu une nouvelle injection massive d'armes lourdes soviétiques: canons, mortiers et lance-fusées. Cela étant, il n'y a pas lieu de s'étonner de voir Israël pratiquer, sous diverses formes, la défensive active, voire agressive.

*
* *

Le désordre, en Amérique centrale, ne fait que croître et enlaidir, et il n'est même pas simple. Au jeu traditionnel du *golpe*, général contre général, se superposent et se mêlent la jacquerie des deshérités insurgés contre les oligarchies, et la guérilla politique selon la recette, perfectionnée, de Che Guevara. On ne saurait prédire à cette heure ce qu'il adviendra de la tentative conciliatrice du Mexique à laquelle Washington d'une part, le Nicaragua d'autre part, se sont dits

prêts à s'intéresser. Mais quoi qu'il en soit, il faut bien voir que la région caraïbe est le théâtre et l'enjeu d'une compétition, d'importance stratégique. Depuis que Cuba est devenu un satellite de l'URSS, les Etats-Unis ont la hantise de la menace que, porte-avions, porte-missiles ou base d'opérations de commandos révolutionnaires, l'île de Fidel Castro fait peser non seulement sur le territoire américain tout proche, mais encore sur trois voies maritimes essentielles: le canal de Panama, la route de mer vers l'Amérique du Sud, et enfin, ce qui intéresse au premier chef les alliés européens, le passage par le détroit de Floride des convois qui devraient ravitailler les troupes américaines en cas de guerre sur notre continent.

La neutralisation, cas échéant, des forces de combat basées à Cuba était déjà un problème, mais sans doute nullement insoluble, pour le Pentagone. L'affaire se compliquerait sérieusement si ces forces recevaient d'URSS d'importants compléments, notamment navals, et si elles essaieraient au Nicaragua ou ailleurs en Amérique centrale. Il y a là, pour l'appréciation de la situation et de l'attitude des Etats-Unis, de l'URSS et de Cuba face aux convulsions de l'Amérique centrale, un élément à ne pas négliger.

Sans lien de cause à effet avec cette situation, le coup de main argentin du 1^{er} avril sur les îles Malouines n'en assombrit pas moins le tableau latino-américain. La surprise militaire, sinon

politique, a joué, mais le gouvernement de Londres n'a pas accepté le fait accompli. A l'heure où l'on écrit ces lignes, le gros de la flotte britannique a pris la mer et, quand elle atteindra les Falkland, elle disposera de la supériorité qualitative et quantitative, sauf en ce qui concerne les effectifs de débarquement. Aux quelque 1500 *Marines* britanniques, les Argentins peuvent en effet opposer 10000 hommes de même formation, sans préjudice des renforts qui pourraient être fournis par l'armée de terre. C'est dire que les Anglais, qui se garderont sans doute d'attaquer le territoire argentin, ne serait-ce que pour ôter à l'Organisation des Etats américains tout prétexte à faire jouer la clause de sécurité, ont le choix entre deux manœuvres: le blocus aéronaval de l'archipel, dans le dessein de forcer la reddition de la garnison argentine, et un assaut qui pourrait, de part et d'autre, coûter gros en vies humaines. Dans les deux cas, l'Amirauté aura à dominer les problèmes d'une logistique à longue portée.

Duel localisé, le conflit des Malouines n'est pourtant pas mineur. Car les Falkland et quelques autres îles britanniques commandent, côté atlantique, le passage entre l'Antarctique et la Terre de Feu. C'est dire que l'issue de ce conflit intéresse au premier chef les deux super-puissances, l'URSS et les Etats-Unis, qui ont seules les moyens et les ambitions d'une grande stratégie océanique.

J.-J. C.